

Opinion : deux visions et deux stratégies au sujet du développement des pays africains

Dans les articles suivants nous trouvons deux visions et deux stratégies au sujet du développement des pays africains. D'un côté, les pays industrialisés qui recherchent surtout leurs propres intérêts et qui imposent donc le libre échange, la libéralisation et la privatisation comme moyens de développer le continent africain ; d'autre part les Africains eux-mêmes qui exigent le droit de suivre leurs propres politiques et stratégies qui les amèneront à un développement inclusif et durable.

Lorsque les multiples crises ont commencé à frapper l'Europe, une petite semence d'espoir a commencé à croître chez ceux qui s'intéressent au bien-être de l'Afrique : que l'attitude des pays occidentaux et de l'UE en particulier vis-à-vis des pays les plus pauvres changerait. Les multiples crises montraient que le système néolibéral était la cause profonde des crises « visibles ». C'est pourquoi il y eut un regain de confiance que les politiques néolibérales imposées aux pays en développement au cours des 3 dernières décennies touchaient à leur fin. Mais, à mesure que le temps passe, c'est exactement le contraire qui semble se produire : le système néolibéral continue à s'affirmer comme si rien ne s'était passé...

Une récente série d'événements et de tendances laisse peu d'espace pour la semence d'espoir d'un changement d'attitude dans la manière dont les pays riches imposent des politiques et des conditions aux pays en développement. Alors que, les dernières années, l'UE semblait accepter davantage la position africaine dans la négociation des Accords économiques entre l'Union Européenne (UE) et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), la pression de l'UE pour libéraliser les biens et les services est revenue. Ceci, bien que l'expérience ait montré que la libéralisation se fait au détriment de l'Afrique, car les pays perdent la liberté de décider les politiques pour amener un développement complet.

Bien que, pour l'Occident, développement signifie surtout croissance économique, la croissance moyenne africaine de 4,8% en 2012 n'a cependant profité qu'à quelques-uns et ne s'est pas écoulee sur la population entière. Il est triste que la poussée vers la libéralisation ne soit pas le seul changement négatif de la politique de l'UE ; à l'avenir, l'Aide au développement de l'UE sera canalisée principalement par des partenariats privé-public. Ceux-ci ne vont pas promouvoir le développement pour tous, l'éradication de la pauvreté et l'amélioration des services publics, mais ils profiteront surtout aux intérêts de l'UE et de ses entreprises de service.

L'atmosphère de la Conférence des Nations unies sur le changement climatique à Doha allait dans la même direction « d'imposer l'attitude des pollueurs ». Les intérêts des pays développés riches ont gagné la partie contre ceux des pays en développement... les pays industrialisés continueront à émettre de grandes quantités de gaz à effet de serre, même si les conséquences sont catastrophiques pour l'Afrique qui a contribué le moins au réchauffement global et au changement climatique. Une autre tendance qui « s'impose » aux pays en développement est l'impulsion des fonds d'investissement privés et des fonds de pension, des donations aux universités et aux fondations, et d'individus riches à investir dans la terre dans d'autres continents, principalement en Afrique, afin de cultiver des aliments dont le prix tend à augmenter fortement. Ceci renforce le phénomène d'accaparement des terres dans un continent où la terre est vitale parce qu'elle a été donnée par les ancêtres pour être source de nourriture et de vie.

Cependant, lorsque nous regardons ce qui se passe en Afrique, l'atmosphère est toute différente, un air frais de transformation et de participation souffle sur le continent. La manière dont les Africains font face à leurs problèmes et crises quotidiens montre leur grande résilience et leur créativité, ce qui suscite espoir et foi pour l'avenir. Un changement profond prend place dans l'esprit et le cœur des gens. Le désir d'être les créateurs de leur propre destin les pousse à demander que l'assistance, l'aide et les investissements venant de l'extérieur ne soient qu'un support, qui les aide à aller dans la direction qu'eux-mêmes ont décidée pour que leurs pays et leurs communautés atteignent un développement holistique et durable pour tous. Le proverbe "ubuntu" : "Je suis parce que nous sommes tous" fait croire aux Africains que les ressources les

plus précieuses de l'Afrique ne sont pas ses matières premières mais ses personnes. Ceci leur donne l'énergie de lutter pour que l'Afrique occupe la place qu'elle mérite dans le monde.

La conviction que la solution des problèmes et des difficultés de l'Afrique viendra principalement d'Afrique est très forte dans les « voix africaines » entendues dans les différents articles. Nous voyons les efforts des communautés qui se rassemblent et qui s'organisent contre les injustices qui leur sont faites, en vue de bâtir un avenir « différent » de celui qui est offert par les entreprises occidentales alliées à leurs dirigeants pour prendre leur terre et leurs ressources. L'Antenne AEFJN du Cameroun est un exemple de communautés qui s'organisent pour agir, pour faire pression sur leurs gouvernements et sur la communauté internationale. A côté de cela, nous voyons des scientifiques et des entrepreneurs africains qui apportent des solutions locales aux problèmes médicaux. Des agriculteurs se rassemblent pour faire pression sur leurs gouvernements nationaux et régionaux pour qu'ils soutiennent une agriculture au service de la communauté, en utilisant des méthodes modernes pour améliorer la production, et pour promouvoir un développement rural et des institutions agricoles qui leur donneront la force de bâtir leur propre développement et pour assurer la sécurité et la souveraineté alimentaires. Des dirigeants africains qui se rencontrent dans différentes institutions africaines insistent pour que la croissance économique de l'Afrique se focalise aussi sur les aspects sociaux pour profiter à la population entière.

L'Eglise en Afrique suit aussi cette tendance, en répondant à l'invitation du Pape Benoît qui exhorte les chrétiens à s'engager dans la tâche de promotion de la paix et de la justice pour tous. Le Cardinal Onaiyekan du Nigéria alerte l'Eglise du Sud-Soudan sur les dangers liés à l'exploitation du pétrole. Il invite l'Eglise à agir de manière à empêcher son gouvernement de s'allier à des compagnies pétrolières étrangères qui exploitent le peuple, mais au contraire pour assurer que les bénéfices du pétrole reviennent à la population entière.

Tout ceci donne de l'espoir, non seulement aux Africains, mais à tous les êtres humains habitants de la Terre que nous partageons.

Begoña Iñarra

Secrétaire Exécutive d'AEFJN